

Arnaud Montebourg

Soumis par Marwina
09-08-2011

Arnaud Montebourg (PS) s'est récemment exprimé à propos du projet appelé "règle d'or" soutenu par l'UMP et qui consisterait en une modification de la constitution pour imposer un seuil tolérable de déficit publicaux comptes de l'état. Plusieurs voix se sont élevés pour dénoncer l'absurdité de cette réforme - qui, strictement parlant, ne va pas changer grand chose: il ne suffit pas d'écrire sur un papier que plomber l'état est mal pour que les déficit se résorben. Montebourg y voit de son côté une main mise plus pernicieuse: il va jusqu'à parler de "la fin de la politique". L'exemple donné par les USA récemment, dans un goût néocon suicidaire de type "si nous ne trouvons pas de solution, le vote pour désintégrer les quelques avantages qui permettent encore au peuple de subsister à peu près et au pays de ne pas rentrer directement dans la plus grave récession de son histoire est fait et bien fait à priori"risque fort peu de le contredire. Cela étant, il a donc déclaré à l'afp (entres autres):"Approuver la règle d'or, c'est la victoire des marchés et la fin de la politique : les peuples perdent la liberté de faire autre chose que ce que les marchés ont décidé. [...] [Jugeant nécessaire] la mise sous tutelle du système financier avant que celui-ci ne nous mette sous tutelle lui-même [par] une loi de riposte pour soumettre les marchés à la volonté politique des européens [...] Que John Chambers, le +managing director+ de Standard & Poor's ose porter des jugements sur la politique française alors qu'il devrait être devant un tribunal pour répondre de ses actes malfaisants est devenu extrêmement préoccupant pour la morale publique"Un bon début.Son avis peut être consulté plus en avant sur son blog , ou il reprend son argumentaire sans trop de gants:"Je m'oppose à la règle d'or car elle signifie la fin des choix politiques. Voter pour la règle d'or, c'est déchirer sa carte d'électeur et faire croire qu'il n'y a qu'une seule politique économique possible. Tout ça, c'est le vieux monde, celui de la domination de l'économie sur la politique, celui qui s'est écroulé en 2008. Je propose au contraire de retrouver le pouvoir de choisir. La réduction des déficits est impérative. La dette est l'ennemie de la gauche car elle obère le futur et entrave l'action ; car elle nous contraint, comme Papandréou en Grèce et comme je l'ai fait dans mon Département de Saône-et-Loire, à mener des politiques que nous n'avons pas choisies, dictées seulement par l'état de nos finances. C'est pourquoi je propose un pacte de désendettement. Un pacte choisi et assumé et non une règle subie et intouchable. Un pacte car les efforts doivent être partagés. Il commencera par une réforme profonde de la fiscalité, inspirée des travaux de Thomas Piketty, pour mettre fin aux cadeaux fiscaux qui grèvent le budget de la nation. Les efforts se poursuivront par une réforme de la fiscalité des entreprises qui permet aujourd'hui à Total de payer 8% d'impôt sur les sociétés quand les PME payent plus de 33%. Elle sera complétée par une réforme complète des niches fiscales. Ces choix sont des orientations politiques, ils appartiennent aux Français et à eux seuls." Enfonçant le clou dans un communiqué un peu plus loin: "Les gouvernements européens devront enfin se décider à taxer les transactions financières pour rembourser la dette créée par la crise. La reconquête de l'indépendance financière de l'Europe est la seule condition crédible et viable pour sortir raisonnablement de la crise." C'est bien. Lorsque tout ce sera complètement effondré et que ce sera le grand n'importe quoi, on ne pourra au moins pas dire qu'il n'y avait pas quelques politiques pour proposer autre chose que des réformes en vent type "règle d'or".